

The American Civilizing Process, de Stephen Mennel

un livre
LAREVUENOUVELLE - JANVIER 2011

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR FLORENCE DELMOTTE

Et si, pour comprendre l'Amérique d'aujourd'hui, il fallait remonter au XVI^e siècle et aux premières colonies anglaises? Et si la sociologie de Norbert Elias (1897-1990), d'abord connue pour son analyse de la société de cour en France sous Louis XIV, pouvait nous être utile? Et si les Américains n'étaient pas si différents de nous, au fond? Si, surtout, autant que de juger les dérives sécuritaires et identitaires de l'après-11 septembre il importait, pour mieux s'en prémunir, d'essayer de les expliquer, au lieu de les renvoyer commodément à la figure de l'Autre, qu'il soit terroriste ou américain?

Elias, l'Amérique et nous

Pas plus que le *Procès de civilisation* d'Elias¹, *The American Civilizing Process* (Cambridge, Polity, 2007) n'intente un procès à quiconque. La « civilisation » ne s'entend d'ailleurs

ici ni comme un bien ni comme un mal, mais comme un processus social « non planifié », sans début, ni fin, ni but, comme l'écrivait Elias. Et en marchant sur ses traces, le sociologue britannique Stephen Mennel poursuit en réalité un objectif scientifiquement beaucoup plus ambitieux que celui d'un discours apologétique ou dénonciateur. Il s'agit en effet de retracer le développement politique et social des États-Unis en le mettant en perspective avec celui des sociétés européennes étudié par Elias, en adoptant la même démarche: celle de l'étude conjointe, dans le temps long de l'histoire, des structures psychiques, mentales et affectives des individus, et des structures sociales et politiques (mais aussi culturelles, économiques et militaires) des entités qu'ils forment. La sociologie historique de Mennel s'inscrit ainsi résolument dans une perspective comparative². Car s'il s'agit surtout d'éclairer le procès de civilisation américain à la lumière du procès de civilisation européen, l'inverse est vrai

1 Norbert Elias, *Über den Prozess der Zivilisation*, partiellement traduit en français sous la forme de deux livres séparés: *La civilisation des mœurs* et *La dynamique de l'Occident* (Calmann-Lévy, 1973 et 1975, rééd. Pocket).

2 Voir aussi Stephen Mennel, *Français et Anglais à table du Moyen Âge à nos jours*, trad., Flammarion, 1992.

aussi. Fidèle à l'esprit d'Elias qui voyait le sociologue comme un « chasseur de mythes », la comparaison États-Unis/Europe vise à désidéologiser tout autant la question de l'exceptionnalisme européen que son pendant américain. Ce faisant, l'auteur honore le principe d'auto-distanciation cher à Elias en prenant soin de toujours situer son point de vue : celui d'un intellectuel européen que l'Amérique inquiète autant qu'elle fascine.

L'ouvrage entend aussi contribuer à faire reconnaître, enfin, l'importance de la pensée du maître outre-Atlantique où, pour paraphraser Werner Sombart (1906) à propos du socialisme, on peut se demander pourquoi l'« éliasianisme » n'a jamais percé. Non seulement Mennell propose une actualisation brillante des thèses d'Elias, en offrant, de manière pédagogique qui plus est, une des interprétations parmi les plus fidèles et, en même temps, les plus subtiles qu'elles aient jamais reçues. Mais encore Mennell entreprend de mettre une pensée à l'épreuve. Les travaux du dernier Elias prenaient-ils pour objet l'« humanité dans son ensemble » ? Sans exclusive aucune ni tabou du côté des matériaux et des sources utilisés — des manuels de savoir-vivre aux références les plus pointues sur l'histoire pénale, en passant par les récits de voyageurs célèbres et moins célèbres, la correspondance des pères fondateurs, et sans compter l'extraordinaire recension, jamais gratuite, de ce que la littérature scientifique a produit sur les États-Unis — il s'agit, après en avoir rappelé les grandes lignes, de tester avec une grande humilité, presque trop, la pertinence du modèle d'Elias pour expliquer-comprendre pourquoi et comment la société américaine est devenue telle qu'elle est.

Civilisation des mœurs à l'américaine : une bonne copie à quelques détails près

La construction même de l'ouvrage emprunte explicitement au grand livre d'Elias, paru en 1939 dans l'indifférence générale. Le premier chapitre revient ainsi sur la référence omniprésente à la notion de civilisation dans les discours datant de la période qui suit les attentats du 11 septembre 2001. Au-delà de la dénonciation de son usage manichéen voire déshumanisant dans ce contexte, notamment à l'égard des musulmans, Mennell rappelle que la civilisation, en son acception courante, concerne aux États-Unis comme ailleurs les moyens par lesquels un groupe humain exprime sa supériorité sur les autres. Dans le cas des États-Unis toutefois, l'idée de progrès permanent et continu, doublée d'un irrépressible optimisme, occuperait une place tout à fait spécifique. Pour le comprendre, l'auteur remonte aux débuts de l'État américain à l'époque des Lumières et met en exergue l'influence de la philosophie de Thomas Jefferson. La confiance inébranlable de celui-ci dans la nature humaine, cohérente avec l'idée, valorisée au plus haut point, de *self-government*, aurait favorisé la prédilection pour un gouvernement minimal et, plus largement, une sous-estimation structurelle du besoin continu d'une monopolisation effective de la violence légitime par l'État, avec des conséquences à long terme, comme la faiblesse de la législation sur le contrôle des armes.

L'oubli du caractère réversible de tout processus de pacification sociale n'est certainement pas une caractéristique américaine ; c'est même commun à tous les peuples qui se prévalent de la « civilisation » à un moment de leur histoire de négliger (dangereusement) le caractère processuel, fragile et inachevé de celle-ci pour la considérer, passé un certain stade, comme un

ensemble d'acquis « définitifs ». Mais les États-Unis — les groupes blancs dominants, en fait — furent d'autant moins conscients qu'ils avaient, eux aussi, à « curialiser » leurs guerriers (p. 39), ce que les Européens avaient déjà fait, si l'on désigne ainsi la transformation de la noblesse d'épée, bien sûr littéralement inexistante en Amérique du Nord, en une noblesse de cour aux manières de plus en plus « policées ». Le chapitre 2, « *Fellow Americans* » and *Outsiders*, rappelle, pour compléter le tableau, que l'image du « nous » se construit toujours en lien avec une image du « eux », rôle joué ici à la fois, mais différemment, par les *Native Americans*, les Noirs et, bien sûr, les Européens.

Après avoir tenté d'approcher le caractère national américain « de l'intérieur », à partir du point de vue des Américains eux-mêmes, Menzell propose d'adopter un regard plus distancié et d'examiner les processus concrets qui permettent de rendre compte de la psychogenèse et de la sociogenèse de l'« habitus social », individuel et collectif, dominant aux États-Unis. En faisant fi du politiquement correct, mais non sans méthode. Suivant toujours Elias, l'auteur envisagera d'abord les processus d'évolution des mœurs et des manières (de la table à la sexualité), qui s'avèreront assez semblables à ceux observés en Europe, et les groupes, assez distincts par contre, qui les portent. Il se penchera ensuite sur les modalités du processus de formation de l'État. Entre ces deux parties, qui ne peuvent se comprendre l'une sans l'autre même si chaque chapitre peut effectivement être lu comme un essai, la réflexion sur la violence et l'agressivité représente une charnière décisive, exactement comme dans l'œuvre majeure d'Elias.

Inégalités et quasi-aristocraties

Pour Tocqueville, on le sait, l'égalité des conditions caractéristique de la société américaine sous Jackson (1829-1937) faisait des États-Unis l'avant-garde de la démocratie. Partant du travail réalisé par Schlesinger en 1947 déjà (p. 53) sur les *American manners books*, Menzell reconnaît les traits qui impriment effectivement aux mœurs américaines une tonalité propre, informelle avant l'heure si l'on veut. Il souligne cependant l'illusion rétrospective qui consiste à voir la société américaine comme ayant toujours été *militantly egalitarian*. Les journaux et récits de voyage, de leur côté, dressent le portrait d'une société où demeurent des disparités régionales et sociales fortes du fait de l'absence d'une seule *model-setting class* dominante, absence que l'auteur identifie d'ailleurs comme la seule différence majeure avec l'Europe.

C'est ainsi que plusieurs, voire de nombreuses « quasi-aristocraties » (étudiées au chapitre 4) sont portées à jouer le rôle d'équivalent fonctionnel de la noblesse héréditaire dans la société de cour européenne. Très différentes au Nord et au Sud, elles ont chacune laissé leurs marques sur le caractère social américain. On se délectera tout particulièrement des passages consacrés à la « plantocratie » esclavagiste et à l'éthique guerrière peu civilisée (p. 91) — « civilisée » au sens d'Elias, précise Menzell — des *American Junkers*, qui rappellent leurs homologues prussiens. Si la guerre de Sécession met fin à leur règne, leur héritage culturel demeurerait, même atténué, cent-cinquante ans plus tard, jusque dans les discours des porte-paroles militaires actuels. L'inversion, depuis les années septante, des équilibres économiques entre le Nord et le Sud, et le réalignement politique à la même période se sont en outre accompagnés d'un retour plus général à la tradition sudiste, qui supprime

celles des élites éduquées et des grandes familles du Nord. On notera aussi, pour finir, l'absence significative d'une aristocratie de la fonction publique, symptomatique d'un habitus social beaucoup moins orienté vers l'État que vers le marché (analysé chapitre 5).

Renforcé par les pressions au conformisme consommatoire et culturel nourries par une institution du marché sans réel contre-pouvoir régulateur, le « style égalitaire », qui a incontestablement marqué les observateurs de la société américaine à différentes époques, s'est forgé, nous rappelle l'auteur, dans un processus excluant peu ou prou les immigrants et avant cela les esclaves et surtout les Indiens. Comment ne pas « moraliser » à ce sujet, se demande Mennell qui y parvient plutôt bien, quand on songe qu'entre l'Indépendance et la fermeture de la frontière, huit-cents traités ont été conclus avec les nations indiennes, que le Sénat a refusé de ratifier quatre-cent-trente d'entre eux et que les trois-cent-septante autres ont tous été violés sans exception (Inouye, 1992, cité p. 193). D'un autre côté, le renforcement, ces dernières décennies, d'inégalités économiques déjà structurellement fortes ne semble miner ni le respect des règles, ni la force des sentiments positifs du « nous ». Comme si le fait d'être devenu le *model-setting centre* pour le reste du monde (presque un paradoxe pour un pays qui n'a pas connu d'équivalent interne) et un patriotisme effectivement exceptionnel empêchaient le développement de « nous » alternatifs à l'intérieur de la société américaine, une société en quelque sorte unifiée par le culte du drapeau.

Il n'empêche: dans le chapitre 9, l'auteur reviendra sur les luttes et les conflits qui ont bien sûr jalonné l'histoire des États-Unis, que l'on songe à l'urbanisation, aux grandes périodes d'immigration, et surtout à l'effondrement que constitue la guerre ci-

vile (1860-1865). Avec la même idée force: l'allongement des chaînes d'interdépendance fonctionnelle entre les individus et les groupes sociaux mise en évidence par Elias et l'inéluçtable intégration en entités élargies et plus complexes qu'elle implique ne se sont pas traduits aux États-Unis par l'« élargissement du cercle de l'identification mutuelle ». Cette idée, que l'on trouve au cœur de la théorie du procès de civilisation quand celle-ci s'attache, avec prudence, à la mise au jour de certains « progrès », au sens fort, désigne en effet l'aptitude accrue, dans le chef des membres d'un groupe humain, de se mettre à la place d'un « autre » de plus en plus éloigné et différent de soi. Or il semble selon Mennell que, dans la société américaine, l'identification avec autrui opère de manière très asymétrique, c'est-à-dire surtout du côté des plus démunis et de tous ceux que la croyance tenace et bien peu réaliste en l'égalité des chances a tôt fait de stigmatiser comme inférieurs. Avec pour conséquence que les « perdants », en s'identifiant à la réussite et aux succès des plus puissants sans que l'identification soit réciproque, intériorisent l'image dévalorisante que les gagnants de l'*American dream* (chapitre 10) leur collent plus ou moins consciemment au front.

Les racines de la violence dans la faiblesse de l'État

Peu stratifiée, moins encore en classes, mais profondément inégalitaire, la société américaine est-elle particulièrement violente, où s'agit-il d'un autre mythe à chasser pour le sociologue? Tel est l'objet du chapitre 6 (*Violence and Aggressiveness*), sans doute le plus édifiant du point de vue de la comparaison États-Unis/Europe et le plus décisif à l'appui d'une thèse plus nuancée qu'il n'y paraît. Pourquoi voit-on la société américaine comme particulièrement violente? Parce qu'elle l'est!, répond Mennell,

chiffres à l'appui. Si, sur le temps long, les tendances sont comme en Europe à la baisse, le niveau de violence a toujours été, à quelque période que ce soit, plus élevé aux États-Unis, plus encore si l'on considère les taux actuels de certaines formes de criminalité, en premier lieu les homicides. Pourquoi? L'hypothèse d'une *gun-fighter nation* (Slotkin, 1992, p. 136) ou le *Strain of Violence* épinglé par Brown (1975, p. 137sq.) sont exposés et discutés, avant d'être relativisés en tant que facteurs explicatifs. Par exemple, l'importance des dites traditions « culturelles » est loin d'être identique au Nord et au Sud, où l'héritage de l'esclavage et du lynchage semble déterminant. Que l'on songe au pourcentage d'incarcération exceptionnellement élevé de la population noire masculine d'âge jeune, et donc à la surreprésentation écrasante de celle-ci dans les prisons, ou encore aux différences quant à la sévérité des peines infligées selon la couleur de peau des victimes d'homicides. Par ailleurs, la force du mythe romantique de la frontière (analysé par Turner dès 1893 dans un célèbre article) ou l'institutionnalisation dans le droit du recours à la violence privée (le fameux *No duty to retreat!*) doivent elles-mêmes être expliquées.

À l'opposé d'une lecture essentialiste ou psychologisante, l'analyse de Mennell privilégie une piste controversée, celle de la « démocratie venue trop tôt ». Se défendant d'adopter un point de vue moral, et dans une veine parfaitement éliasienne, Spierunburg (2006, p. 143) avance en effet que l'absence, aux États-Unis, d'une phase de centralisation et de consolidation du pouvoir étatique (laquelle avait pris plusieurs siècles en Europe) a empêché les habitants de s'habituer au fait d'être désarmés. Quant à la peine de mort — abolie très précocement dans certains États américains, rappelons-le — sa persistance devrait aussi se comprendre en regard d'un

processus de monopolisation de la violence par l'État moins abouti, et dont la légitimité n'a cessé d'être contestée. À cela s'ajoute la « tyrannie de la majorité » (de l'opinion publique) qui, dans un système où les procureurs et les juges sont élus, ne permet définitivement pas qu'une élite dispose de la confiance suffisante pour défendre des réformes impopulaires, telle l'abolition de la peine de mort, justement.

À ce point, les différents éléments de la démonstration convergent pour rappeler l'importance du processus de formation de l'État, y compris en son caractère accéléré et inachevé, quand la plupart des travaux sur l'histoire politique des États-Unis concernent plutôt le *nation-building*. Au chapitre 7 (*And Wilderness is Paradise Enow...*), Mennell examine ainsi l'impact des luttes éliminatoires territoriales depuis les premières colonies jusqu'à l'Indépendance (1776), à la fois comparables et décalées par rapport à celles qui menèrent à l'établissement des grandes monarchies européennes, et mettant surtout aux prises des acteurs plus diversifiés. Les Indiens, les puissances coloniales européennes, les grandes compagnies marchandes ayant tous d'une certaine manière contribué à façonner une Union qui n'a d'abord d'union que le nom avant de devenir, en à peine plus d'un siècle, un véritable empire (chapitre 8).

How strange these people are [...] How strange we are³

Revenant sur l'histoire de la fameuse « doctrine Monroe » (1823) et de son non moins célèbre « corolaire Roosevelt » (1904), Mennell montre que la conception de la souveraineté en vigueur aux États-Unis a toujours été directement fonction

³ Norbert Elias, *Los der Menschen (poèmes)*, Frankfurt, Suhrkamp, 1987 (cité p. 294).

du rapport de forces entre ceux-ci et leurs voisins ou rivaux. Or il s'avère que, depuis la naissance des États-Unis, le *power ratio* n'a cessé d'évoluer en leur faveur, au lieu de déboucher sur des relations plus équilibrées en termes de différentiels de pouvoir. Il s'agirait d'une expérience tout à fait inédite, du moins par son ampleur. Non seulement elle transforme l'expansion des États-Unis en un processus de plus en plus planifiable et planifié par le leadership politique, économique et militaire, ce qui va à l'encontre des analyses d'Elias. Mais encore cette accumulation quasi illimitée des chances se traduirait, dans l'habitude, par un sentiment de supériorité sans égal, ancré dans une conception extrême de la souveraineté individuelle, et par une très faible capacité collective à la réflexivité et donc à l'autocritique.

Du fait de leur position, les États-Unis ne peuvent se voir comme les autres les voient, ni même comme une nation parmi d'autres (plus faibles) (p. 213). Il en résulte une société qui ne peut que se sentir menacée en permanence, où les sentiments d'insécurité en tous genres nourrissent une religiosité (traitée chapitre 11) hautement fantasmagorique, et où la croyance en dieu apparaît encore largement comme

une condition de moralité — soit une exception dans les pays les plus développés, avance l'auteur (p. 292), dont la plume, on le voit, n'a pas peur de bousculer un peu le lecteur... Une société, en bref, où le poids des contraintes externes (telle la peur du châtement) sur les comportements et les représentations ne diminue pas forcément par rapport aux capacités, socialement apprises, de l'individu à se maîtriser et à se connaître lui-même. Une société peu civilisée, au fond. Pis: une société en voie de *décivilisation*. Une société qui n'est pourtant pas si différente de la nôtre, et avec laquelle nous sommes embarqués à bord du même bateau, quoi qu'il en soit.

Même ouverte, la conclusion de Stephen Mennell assume un certain pessimisme. Mais c'est un pessimisme constructif, car il donne à penser. Extraordinairement érudit et pourtant passionnant, toujours rigoureux mais souvent drôle aussi — n'est-il pas savoureux de voir Tocqueville ou Max Weber (p. 108) taquinés par l'humour anglais —, l'ouvrage n'aurait pratiquement reçu aucun écho auprès des universitaires américains auxquels il était adressé. Souhaitons-lui d'être vite traduit, et de connaître le même destin que le *Procès* d'Elias auprès du public francophone. ■